

Lundi 1^{er} juillet 2024

Non au Rassemblement national dans les universités et les écoles

L'Université de Strasbourg et Udice s'associent à la déclaration commune de France Universités, la Conférence des directeurs des écoles d'ingénieurs (Cdefi), la Conférence des grandes écoles (CGE) et la Conférence des directeurs des écoles françaises de management (CDFEM).

Les résultats du premier tour des élections législatives anticipées de ce dimanche 30 juin montrent un risque réel que le Rassemblement national puisse disposer d'une large majorité à l'Assemblée nationale au soir du second tour.

La menace est immédiate, réelle et inédite. Elle doit être affrontée avec gravité et détermination car elle ne constitue pas une alternance ordinaire en démocratie. Ce sont bel et bien les valeurs universelles et humanistes qui sont en péril : l'ouverture aux autres, la tolérance, la curiosité intellectuelle ou encore l'esprit critique.

Parce qu'elle se fonde sur des principes d'exclusion, de repli, mais aussi sur la peur et le rejet de l'autre, la politique portée par le Rassemblement national met en danger notre enseignement supérieur et la chance qu'il offre à toute la jeunesse, quels que soient son parcours, ses origines et son milieu social. Elle compromet l'accueil d'étudiants étrangers parmi lesquels certains deviendront doctorants et participeront, demain, au rayonnement de la science française dans le monde. Elle menace également l'indépendance du service public, de l'enseignement supérieur dans son ensemble, ainsi que l'autonomie de sa recherche et la liberté académique et pédagogique de celles et ceux qui ont en charge la formation de la jeunesse et concourent au développement du pays, dans chacun de nos territoires.

C'est encore une autre idée de l'Europe dont nous ne voulons pas, celle où les universités européennes n'auront plus leur place et où la mobilité étudiante portée par le programme Erasmus, plébiscité depuis de nombreuses années, est en danger.

L'alerte dépasse les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Il ne s'agit donc pas de protéger des intérêts corporatistes mais bien de défendre les valeurs de la République.

Nous ne pouvons accepter le projet politique du Rassemblement national sans trahir ces valeurs et l'esprit des Lumières qui est au fondement même de l'Université et de nos écoles.

France Universités

Conférence des directeurs des écoles d'ingénieurs (Cdefi)

Conférence des grandes écoles (CGE)

Conférence des directeurs des écoles françaises de management (CDFEM)

L'Université de Strasbourg et Udice s'associent à cette déclaration.